



Pétromonarchies-Gaza: Profil bas de l'Arabie saoudite lors de la guerre de Gaza

1/2

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 03 novembre 2024
madaniya.info

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#),
[Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

L'Arabie saoudite a fait profil bas lors de la guerre de Gaza, déclenchée en octobre 2023, à la suite de l'attaque du mouvement islamiste palestinien Hamas contre Israël afin de ne pas compromettre le processus de normalisation de ses relations avec l'Etat Hébreu et Abou Dhabi a eu pour souci majeur de faire obstruction aux efforts diplomatiques du Qatar en vue de parvenir à un cessez-le-feu en raison de sa rivalité avec la principauté gazière soucieuse d'empêcher sa rivale du Golfe de glaner un succès qui aurait pu lui faire ombrage

Telles sont les révélations faites par le journal libanais «Al Akhbar» en date du 27 Février 2024, en se référant aux câbles diplomatiques arabes auxquels le quotidien a eu accès. Ci joint les principaux points de ses révélations:

- Des diplomates arabes en poste à Washington avaient alerté des membres du congrès dès Août 2024, d'une possible opération militaire du Hamas contre Israël, mais les congressistes acquis à Israël n'en ont eu cure.
- Mieux, l'Arabie saoudite a volontairement retardé d'une dizaine de jours la tenue d'un sommet arabe consacré à la guerre israélo-palestinienne afin de ne pas compromettre le sommet arabo africain dont elle devait être l'hôte à la mi-octobre 2024.

Tout au long de cette période, le Royaume a ostensiblement manifesté son désintérêt pour la destruction de l'enclave palestinienne, en organisant des manifestations artistiques, à grand renforts de publicité et la participation d'artistes arabes.

Sur les relations entre l'Arabie saoudite et Israël, cf ces liens :

- <https://www.madaniya.info/2021/09/13/larabie-saoudite-parrain-absolu-de-la-normalisation-israelo-arabe-sous-la-presidence-de-donald-trump/>
- <https://www.madaniya.info/2016/03/04/salmane-israel-1-3-des-relations-saoudo-israeliennes-depuis-la-decennie-1980/>
- <https://www.madaniya.info/2018/07/05/arabie-saoudite-etats-unis-israel-follow-the-money/>
- <https://www.madaniya.info/2015/06/21/israel-et-larabie-saoudite-deux-grands-colonisateurs-de-la-planete/>

1 - La démarche du corps diplomatique arabe auprès du Congrès américain.

Prémonitoire, le corps diplomatique arabe avait entrepris d'alerter le congrès américain sur la situation critique de Gaza, dès Août 2024, soit deux mois avant l'opération «déluge Al Aqsa», mais le congrès américain vampirisé par le lobby juif américain n'en a pas tenu compte.

«La persistance des privations financières qui frappent Gaza, notamment la suspension du financement de l'UNRWA, va exacerber la situation et INCITER LE HAMAS A SE LANCER DANS UNE OPÉRATION MILITAIRE POUR ATTIRER L'ATTENTION DE L'OPINION INTERNATIONALE SUR LA SITUATION CRITIQUE DE L'ENCLAVE PALESTINIENNE», écrit le journal se référant aux câbles auxquels il a eu accès.

«Une telle opération aura des répercussions tant sur Israël que sur les pays limitrophes de l'Etat Hébreu, notamment l'Egypte et la Jordanie», ajoute le journal.

La délégation arabe était composée de 4 ambassadeurs en poste à Washington. Elle a rencontré, en Août 2024, des responsables du Congrès américain pour les inciter à renoncer à priver l'UNRWA (Office de secours des Nations Unies pour les Réfugiés Palestiniens) de 75 millions de dollars destinés à venir en aide à la population de l'enclave palestinienne.

Les diplomates arabes ont en outre mis l'accent sur la gravité de la situation résultant de la décision du PAM (Programme Alimentaire Mondial) de réduire, en juillet 2023, ses prestations alimentaires affectées à la population de l'enclave. Les diplomates arabes ont fait valoir que l'annulation du budget de l'UNRWA va exacerber le problème dans la mesure où les $\frac{3}{4}$ des habitants de Gaza vivent des prestations des agences de l'ONU.

Inflexibles, les législateurs américains n'ont pas tenu compte de cette demande, maintenant leur position concernant le gel du financement de cet organisme des Nations Unies, subordonnant son financement à des réformes de son fonctionnement administratif. Ils ont de même précisé «prendre en compte l'opposition d'Israël à la poursuite de l'aide américaine à l'UNRWA, soulignant «le manque d'enthousiasme de l'administration américaine dans son ensemble sur ce sujet, dans tous ses aspects».

2 - Barbara Leaf : Mahmoud Abbas est trop âgé et manque de qualités de commandement pour mener à bien les négociations.

De son côté, Barbara Leaf, sous-secrétaire d'État pour les affaires du Proche orient, a rejeté sur l'Autorité palestinienne la responsabilité de la détérioration de la situation en Cisjordanie. «Les négociations entre Israël et l'Autorité palestinienne n'enregistreront aucun progrès tant que M. Mahmoud Abbas demeurera à son poste. Il est âgé et n'est pas doté des qualités de commandement qui l'autorisent à accomplir cette mission», a déclaré Mme Leaf rendant compte de sa tournée au Proche Orient, l'été 2024.

3- Egypte : L'objectif de la guerre de Gaza est le déplacement de la population palestinienne.

L'Egypte se veut et se vit comme une grande puissance régionale ayant la plus grande proximité géographique avec la principale base de la résistance palestinienne, Gaza.

A ce titre, le président Abdel Fattah Al Sissi a informé une délégation du Congrès américain qu'il «ne saurait tolérer la liquidation de la question palestinienne, au détriment de l'Égypte et que ce projet devait être combattu par tous les moyens».

«La présence des Palestiniens hors de leur territoire ne résoudra pas le problème. Bien au contraire, un tel projet porte préjudice à la sécurité nationale égyptienne en ce qu'il offrira à des éléments du Hamas la possibilité de s'infiltrer en Égypte», a ajouté le président égyptien.

«Le Hamas ne représente pas le peuple palestinien, mais son opération contre Israël n'autorise pas l'État Hébreu à affamer, encore moins à procéder au massacre collectif de la population palestinienne. L'important est de remonter aux origines de la crise et non à ses conséquences, à savoir le fait d'avoir privé depuis longtemps le peuple palestinien de son droit à un état indépendant», a poursuivi M. Sissi.

En réponse, la délégation du Congrès américain a informé tant l'Arabie saoudite que l'Égypte que «l'opération du 7 octobre 2024 a été planifiée par l'Iran en vue de saboter le processus de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite, lequel, a estimé la délégation, a produit de bons résultats». Les législateurs américains ont invité les Saoudiens à aller de l'avant sur la voie de la normalisation avec Israël pour ne pas donner l'occasion à l'Iran de torpiller ce processus.

Réponse du Maréchal Sissi : «La normalisation israélo-saoudienne ne constitue pas une solution aux crises que connaît la région du Moyen Orient. Les derniers événements en apportent la preuve. L'administration américaine doit réactiver les efforts de paix et satisfaire les aspirations du peuple palestinien».

4 - L'entretien Brett McGurk/ Sameh Choukri: Le vrai problème c'est la position des Israéliens qui rejettent l'idée d'une solution à deux états.

Brett McGurk, coordinateur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord pour le compte de l'administration démocrate de Joe Biden, a donné l'assurance à M. Sameh Choukri, ministre égyptien des Affaires étrangères, que «les États Unis soutenaient la solution à deux états (Israël/Palestine), mais que cette perspective supposait au préalable un accord entre les deux parties et que soit réformée l'Autorité Palestinienne et les services de sécurité qui y sont rattachées».

Réponse de Sameh Choukri : La thèse selon laquelle la solution à deux états implique de procéder à une réforme de l'Autorité Palestinienne revient à rejeter sur la partie palestinienne la responsabilité de cet état de choses, alors que le vrai problème réside dans le comportement des Israéliens qui rejettent l'idée d'une solution à deux états. Les propos sur «le jour d'après», en l'absence d'un cessez-le-feu, ne sont pas réalistes, car ce qui se passe constitue, en fait, un transfert de la population de Gaza, prélude à la liquidation de la question palestinienne.

6- Le Roi Abdallah II de Jordanie à Emmanuel Macron : La constitution d'une coalition internationale contre le Hamas équivaut à «assimiler la résistance palestinienne à un groupement

terroriste».

Le monarque jordanien a fait part à M. Emmanuel Macron de son «opposition résolue» au projet du président français de constituer «une coalition internationale contre le Hamas», en ce qu'un tel projet soufflé au président français par le philosophe Bernard Henri Lévy, «tendrait à assimiler la résistance palestinienne à une formation terroriste».

Abdallah II garde sans doute présent à l'esprit le fait que son aïeul Abdallah 1er, fondateur de la dynastie hachémite sur le Royaume de Transjordanie, a été assassiné en 1948, dans l'enceinte même de la Mosquée Al Aqsa de Jérusalem pour avoir pactisé avec les Israéliens et qu'il ne pouvait donc se permettre le moindre faux pas sur un sujet hautement sensible, alors que les 2/3 de la population jordanienne sont d'origine palestinienne, y compris l'épouse du Roi Abdallah II, la Reine Rania.

- Cf ce lien : www.madaniya.info/2020/07/22/l-assassinat-de-roi-abdallah-1er-de-jordanie-en-1951/

Un fait que le président Macron, novice dans les affaires arabes en dépit de 7 ans d'exercice du pouvoir, n'a pu intégrer dans son raisonnement avant de lancer son projet "abracadabrantique".

- Sur ce plan suggéré par Bernard Henri Lévy au président français cf ce lien: <https://www.madaniya.info/2023/12/04/gaza-les-premiers-enseignements-de-la-guerre/>

Les divergences entre le Roi Abdallah et le président Macron ont conduit les deux parties à annuler la conférence de presse conjointe que les deux dirigeants devaient tenir à l'issue de la visite du président français en Jordanie, le 23 octobre 2023.

La Jordanie vit en effet comme un cauchemar le projet attribué à Israël de déporter la population de Gaza et le ministre jordanien des Affaires étrangères a informé les dirigeants occidentaux que le transfert de la population palestinienne vers les pays limitrophes constituait «une ligne rouge» pour le Royaume.

Safadi a en outre mis en garde contre les atteintes aux lieux saints de Jérusalem de la part des extrémistes juifs. «Un tel comportement va donner prétexte aux radicaux islamistes à se livrer à des actes qui échappent à tout contrôle», a-t-il fait observer.

7- La visite du Roi de Jordanie à Abou Dhabi : Obtenir un système de défense anti aérien.

Le Roi Abdallah de Jordanie a sollicité l'aide des Emirats Arabes Unis pour doter son royaume d'un système de défense anti-aérien afin de le prémunir contre des attaques de missiles ou drones hostiles, «comme c'est le cas avec les Houthistes du Yémen».

Pour donner davantage de crédibilité à sa requête, le Roi Abdallah II, opportuniste en diable, a participé à la défense d'Israël, le 13 avril 2024, en abattant des drones iraniens au-dessus de l'espace aérien jordanien, lors des représailles iraniennes contre Israël, consécutives à la destruction du consulat iranien à Damas, deux semaines auparavant, le 1er avril, L'implication de la Jordanie dans la défense d'Israël a opéré ainsi une permutation

du rôle respectif des états de la région dans la confrontation israélo-arabe en propulsant l'Iran au rang de "pays de la confrontation" ou 'pays du champ de bataille" et confirmant la Jordanie et d'autres pétromonarchies du Golfe, dans son rôle de "pays de soutien" à Israël, de surcroît voltigeur de pointe de la stratégie occidentale.

- Cf ce lien : <https://www.renenaba.com/la-jordanie-et-le-maroc-deux-voltigeurs-de-pointe-de-la-diplomatie-occidentale/>

8 - La Jordanie propose Mahmoud Dahlan et Marwane Barghouti comme de possibles successeurs de Mahmoud Abbas.

La Jordanie a sondé plusieurs pays arabes sur la possibilité de réformer l'Autorité palestinienne, proposant comme possibles successeurs à Mahmoud Abbas, Mahmoud Dahlan et Marwane Barghouti. «Une telle solution, a fait valoir Amman, constituerait une solution médiane entre le refus d'Israël de traiter avec le Hamas et l'incapacité de l'Etat Hébreu à démanteler le mouvement islamiste palestinien».

Chef de file du Tanzim, groupe paramilitaire du Fatah, Marwane Barghouti a été arrêté en 2002 puis condamné par une cour civile israélienne à cinq peines de prison à perpétuité pour le meurtre de cinq personnes. Il se déclare innocent au cours de son procès. Considéré comme le Nelson Mandela du combat palestinien, il est la figure politique la plus populaire dans l'opinion palestinienne.

- Sur ce lien la problématique de son incarcération : <https://www.renenaba.com/du-calendrier-comme-fonction-traumatique/>

Originaire de Khan Younès, dans la bande de Gaza, Mahmoud Dahlan est l'ancien chef de la sécurité préventive de l'enclave palestinienne. Bête noire du Hamas, il est le joker d'Abou Dhabi dans l'équation palestinienne. Mahmoud Dahlan a d'ailleurs supervisé pour le compte d'Abou Dhabi la mise en route d'un pont maritime reliant Larnaca (Chypre) à Gaza pour le ravitaillement de la population de l'enclave palestinienne. Un projet conçu par Joe Biden en concertation avec les Israéliens.

En juin 2007, à l'heure des combats fratricides inter-palestiniens, entre le Fatah et le Hamas, Mohammed Dahlan s'est réfugié en Egypte. Une commission, chargée d'enquêter sur la débâcle de ses services de sécurité face au Hamas en juin 2007 dans la bande de Gaza, avait été mise en place par ses soins. À la suite des conclusions de celle-ci, il démissionne le 26 juillet de son poste de conseiller à la sécurité nationale du président palestinien Mahmoud Abbas.

Exilé à Abou Dhabi, depuis son expulsion du Fatah pour des faits de corruption, il est devenu conseiller du prince Mohamad Ben Zayed, à ce titre, l'un des artisans de la normalisation des relations entre le pays du Golfe et Israël

Pour le locuteur arabophone, l'intégralité [du récit d'Al Akhbar sur ce lien](#)

ILLUSTRATION

https://commons.wikimedia.org/wiki/File:United_States_Capitol_west_front_edit2.jpg

Articles Par : [René Naba](#)

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIème siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca